

## L'AGRICULTURE

LE MAÏS—LA PRÉVENTION DE LA CHUTE DES PRIX  
APRÈS LA MOISSON

**M. William Knowles (Norfolk-Haldimand):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Étant donné que la récolte du maïs du Sud-Ouest de l'Ontario approche et qu'au cours des dernières années le maïs américain a encombré notre marché et nos entrepôts, le ministre va-t-il prendre d'avance des mesures, droits compensatoires ou contingentement des importations, visant à empêcher la chute du prix du maïs Canadien?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, nous rencontrons ici aujourd'hui les représentants des producteurs de maïs du Sud-Ouest de l'Ontario. L'un des problèmes importants est celui qui nous assaillait en 1968, soit l'insuffisance d'entrepôts, ce qui fait que tout le maïs qui arrive sur le marché ou qui est moissonné avec une forte teneur en humidité doit être écoulé très rapidement. Nous espérons trouver une solution pratique. Le problème n'est pas de commercialiser la récolte annuelle totale. Il s'agit plutôt de la congestion qui se produit au moment de la récolte.

\* \* \*

## LES TRANSPORTS

LABRADOR ET NOUVEAU-QUÉBEC—LES POURPARLERS  
FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX AU SUJET D'UN RÉSEAU  
ROUTIER—L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ

**M. Ambrose Hubert Peddle (Grand Falls-White Bay-Labrador):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné qu'il y a environ 553 jours que le ministre et le gouvernement ont accepté la recommandation unanime contenue dans le quatrième rapport du comité permanent des transports et des communications—la date exacte est le 6 mars 1970—le ministre peut-il nous dire aujourd'hui quelles mesures il a prises pour remplir l'engagement qu'il avait alors contracté d'ouvrir des discussions entre Ottawa, Terre-Neuve et Québec sur la question d'un réseau de routes desservant le Labrador et la côte nord du Québec, et est-il maintenant disposé à produire le rapport des études de faisabilité à cet égard, études qu'il s'était engagé, à la même époque, à faire effectuer?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que le rapport puisse être présenté maintenant. Je ne crois pas qu'il soit terminé. Quant aux entretiens dont parle le député ils ont eu lieu et des progrès considérables ont été accomplis relativement aux principes devant présider à la réalisation de ce projet. Si le député veut un rapport sur l'état de la question, je pourrais lui en faire parvenir un sous forme de lettre ou encore lui permettre de rencontrer les fonctionnaires afin qu'il puisse juger par lui-même de ce qui a été accompli jusqu'ici.

• (11:50 a.m.)

## LE PÉTROLE

LE PROJET DE PIPE-LINE TRANSALASKIEN—LES  
INSTANCES CANADIENNES

**M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Depuis juin dernier, le ministre a-t-il fait de nouvelles représentations au gouvernement des États-Unis pour signifier qu'il s'oppose à la route que les pétroliers se proposent d'emprunter à partir de Valdez en Alaska jusqu'à Cherry Point dans l'État de Washington?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je ne saurais vous citer exactement les dates, mais j'ai l'impression que nous n'avons cessé depuis de lui adresser des instances. De toute façon, le gouvernement des États-Unis est parfaitement au courant de notre position et de l'incidence défavorable à attendre, selon nous, du transport par cette route. L'administration des États-Unis étudie nos instances; c'est le secrétaire d'État américain lui-même qui m'en a donné l'assurance.

[Plus tard]

LE PROJET DE PIPE-LINE CANADO-ALASKIEN—LES  
INSTANCES DE MAISONS AMÉRICAINES

**M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre suppléant. Depuis juin dernier, les ministères de l'État ont-ils reçu des instances de groupes américains au sujet d'un oléoduc ou d'un gazoduc qui partirait de l'Alaska et traverserait notre territoire?

**L'hon. M. Sharp:** Pas que je sache, monsieur l'Orateur. J'aimerais compléter ma réponse précédente et dire que le ministre de l'Environnement est aujourd'hui à Washington et je suis sûr qu'il abordera l'autre question avec son homologue.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES ENTRETIENS INTERNATIONAUX EN VUE DE  
PRÉVENIR LA GUERRE COMMERCIALE

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre suppléant. Étant donné que l'on semble craindre la possibilité d'une guerre commerciale d'envergure dans le monde occidental, le gouvernement prend-il des initiatives soutenues, au niveau international, en vue d'organiser des consultations, dans le domaine du commerce, entre les principaux pays commerçants du monde?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, des consultations de cet ordre se poursuivent actuellement, bien sûr, dans le cadre du GATT, de l'OCDE, du Groupe des Dix et du Fonds monétaire international. A vrai dire, c'est l'un des problèmes les plus graves qui se posent à la communauté commerciale et économique du monde entier, et on le traite en conséquence. Le gouvernement canadien n'a pas besoin, c'est certain, de prendre plus d'initiatives qu'il n'en a déjà prises. N'oublions pas non plus, bien sûr, que nous jouons un rôle très important dans toutes ces organisations.